



IÑAKI ECHANIZ

Député de la 4^e circonscription
des Pyrénées-Atlantiques



Assemblée nationale

126 rue de l'Université
75355 Paris 07 SP

inaki.echaniz@assemblee-nationale.fr

01 40 63 19 52



Permanence parlementaire

8 avenue de la gare
64400 Oloron Sainte-Marie

06 40 23 21 58

RETROUVEZ-MOI



[inaki_echaniz](https://www.instagram.com/inaki_echaniz)



[Iñaki Echaniz](https://www.facebook.com/inaki.echaniz)



[@Inakiechaniz](https://twitter.com/Inakiechaniz)



[Iñaki Echaniz](https://www.youtube.com/channel/UC...)



inakiechaniz.fr



11 janvier 2023

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE - RÉFORME DES RETRAITES

Malgré l'opposition de l'ensemble des organisations syndicales de salariés et d'une majorité de Français, le gouvernement s'obstine à vouloir reculer l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans.

Nous nous opposons à cette réforme brutale et injuste qui pénalisera toutes celles et tous ceux qui ont commencé à travailler tôt, qui souvent occupent des métiers plus pénibles. Elle conduira les ouvriers et ceux qui ont commencé à travailler à 18 ou 20 ans à cotiser 44 ans avant de pouvoir partir à la retraite !

C'est d'autant plus injuste que les Français exposés à des conditions de travail pénibles sont déjà ceux qui bénéficient de leur retraite moins longtemps que les autres : il y a 13 ans de différence d'espérance de vie entre les 5% des Français les plus riches et les 5% les plus pauvres, 7 ans entre un cadre et un ouvrier !

Aujourd'hui, 25% des hommes ayant les plus faibles revenus sont déjà morts à l'âge de 62 ans. Demain, si l'âge légal de la retraite est repoussé à 64 ans, c'est environ 30 % des plus pauvres qui seront déjà morts !

Il n'y a aucune urgence à repousser l'âge légal de départ à la retraite. La viabilité de notre système de retraites par répartition n'est pas menacée. Nous devons simplement faire face pour les années qui viennent à un léger déficit, notamment à cause des effets du papy-boom.

Pour combler ce déficit, d'autres pistes de financement existent : augmenter le taux d'emploi des seniors, augmenter les cotisations patronales, faire contribuer les hauts salaires ou revenir sur des baisses d'impôts faites aux grandes entreprises. Le gouvernement les refuse.

Face à l'obstination du Président de la République et de son gouvernement, il existe aujourd'hui un front du refus.

Nous nous mobiliserons pour faire reculer le gouvernement. A l'Assemblée nationale évidemment, mais aussi dans la rue derrière les organisations syndicales, et dans nos circonscriptions.

Le gouvernement doit être mis face à cette responsabilité immense d'abîmer les vies des Français qui galèrent.

«Comme lors de la réforme des retraites de Nicolas Sarkozy, qui a été le début de mon engagement politique, je continuerai à me mobiliser face à des mesures injustes, surtout en cette période de crise. Les français sont usés par des salaires et des minima sociaux trop faibles, la hausse des prix, des conditions de travail pénibles, pour certains chaque jour compte avant la retraite. Cette réforme ne les considère pas, alors que d'autres solutions existent pour combler le déficit.» Iñaki Echaniz.